

L'Université d'Europe centrale transférera ses cursus de Budapest à Vienne à la rentrée scolaire 2019, si le gouvernement hongrois ne signe pas l'accord nécessaire à son maintien en Hongrie avant le 1^{er} décembre.

Ce jeudi à 12h45, Michael Ignatieff, le recteur de l'emblématique Central European University (CEU) a rassemblé ses étudiants dans l'auditorium principal pour annoncer qu'il lance un ultimatum au gouvernement de Viktor Orbán. Celui-ci a jusqu'au 1^{er} décembre pour signer un accord avec l'Etat de New York, où se trouve son siège social.

Cet accord est nécessaire au maintien de l'Université américaine en Hongrie, en vertu d'une loi adoptée au printemps 2017, destinée selon le gouvernement à placer la CEU sur un pied d'égalité avec les autres Universités du pays, mais selon ses détracteurs à la pousser au départ.

L'accord a déjà été négocié entre les deux parties, mais le gouvernement hongrois n'y a toujours pas apposé sa signature, laissant planer au-dessus de l'Université une épée de Damoclès. Selon cet accord, il dispose théoriquement de jusqu'à la fin de l'année pour l'approuver. L'Université, de son côté, s'est mise en conformité avec la nouvelle législation, en proposant notamment des programmes universitaires aux Etats-Unis.

Michael Ignatieff a fait savoir lors de sa déclaration que l'Université d'Europe centrale était en train d'obtenir les accréditations nécessaires auprès des autorités autrichiennes afin de pouvoir commencer à opérer à Vienne dès la prochaine rentrée scolaire 2019/2020. [La municipalité viennoise s'était d'ores et déjà montré très favorable](#) à ce projet.

Des dizaines de milliers de personnes avaient manifesté leur soutien à la CEU dans les rues de Budapest lors du « [Printemps hongrois](#) » en 2017. Car cette université est pour elles emblématique d'une Hongrie ouverte sur le monde et libérale.

Le chef du groupe parlementaire du PPE à Strasbourg, Manfred Weber, a fait du maintien de l'Université d'Europe centrale en Hongrie une ligne rouge qui, dépassée, pourrait entraîner l'exclusion du Fidesz, le parti au pouvoir depuis 2010.

Le gouvernement hongrois de Viktor Orbán mène une guerre contre son fondateur, l'homme d'affaires et philanthrope George Soros. Au mois d'août, les Open Society Foundations, la fondation de George Soros, ont quitté leurs bureaux de Budapest pour se retrancher à Berlin, en raison d'une loi régulant drastiquement ses opérations envers les associations et ONG locales, et d'un climat de diffamation instauré par le gouvernement hongrois.

Retrouvez [nos nombreux articles](#) relatifs à ce sujet.

[La manifestation anti-Orbán se transforme en](#)

[occupation nocturne de l'espace public](#)